



**ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE (EPML)**

Suivi opérationnel : **DEPARTEMENT DES PEINTURES**  
14 Quai François Mitterrand - 75058 Paris cedex 01

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**MARCHE À PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
C.C.P.**

**PRESTATIONS DE RESTAURATION DU SUPPORT ET DE LA  
COUCHE PICTURALE DE L'ŒUVRE DE BARTOLOME ESTEBAN  
MURILLO « UN MIRACLE DU FRERE FRANCISCO » (M.I. 203).**

***LOT 1 - RESTAURATION DE LA COUCHE PICTURALE***  
***LOT 2 - RESTAURATION DU SUPPORT***

Établi en application des dispositions du [Code de la commande publique](#).

Le présent C.C.P. comporte 23  
pages (y compris la page de  
garde) numérotées de 1 à 23.

## SOMMAIRE

---

<b>ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ .....	5
1.2 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ .....	5
1.3 VARIANTES OU PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLE (PSE).....	5
1.4 MODE DE PASSATION DU MARCHÉ.....	5
1.5 FORME DU MARCHÉ .....	5
1.6 DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	5
1.7 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE .....	6
1.8 SOUS-TRAITANCE .....	6
1.9 RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ORGANISATIONS (RSO).....	7
1.10 DONNÉES PERSONNELLES.....	8
1.11 MODIFICATION DU CONTRAT .....	8
<b>ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 3 – INTERVENANTS.....</b>	<b>9</b>
3.1 QUALIFICATION DES INTERVENANTS .....	9
3.2 MODIFICATION CONCERNANT LES INTERVENANTS.....	9
3-2-1 <i>Garantie de continuité des prestations</i> .....	9
3-2-2 <i>Comportement des intervenants</i> .....	10
<b>ARTICLE 4 – DESCRIPTION ET CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>10</b>
4.1 DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	10
4-1-1 <i>Pour la couche picturale (LOT N°1)</i> .....	10
4-1-2 <i>Pour le support (LOT N°2)</i> .....	11
4-1-3 <i>Précisions communes aux deux lots (LOTS N°1 et2)</i> .....	11
4.2 RÉUNIONS.....	12
4.3 OBLIGATION DE CONSEIL .....	12
4.4 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ .....	12
4.5 ACTIONS DE COMMUNICATION.....	13

<b>ARTICLE 5 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 6 – GARANTIE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 7 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 8 – MODE DE REGLEMENT .....</b>	<b>17</b>
8.1 MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	17
8.2 MODALITÉS DE PAIEMENT .....	17
8.3 ADRESSE D'ENVOI DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	18
8.4 DÉLAIS DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES .....	18
8.5 AVANCE.....	19
8.6 TVA .....	19
8.7 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS .....	19
8.8 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS .....	19
<b>ARTICLE 9 – CESSION OU NANTISSEMENT .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATION, D'ADMISSION ET DE CONTROLE .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 11 – CONSTAT DE DEGRADATION.....</b>	<b>21</b>
11.1 PROCÉDURE DE CONSTAT DE DÉGRADATION.....	21
11.2 RÉPARATION .....	22
<b>ARTICLE 12– PENALITES.....</b>	<b>22</b>
12.1 PÉNALITÉS DE RETARD.....	22
12.2 PÉNALITÉS POUR ABSENCE AUX SÉANCES DE RÉUNION .....	22
<b>ARTICLE 13 - RESILIATION – LITIGES .....</b>	<b>22</b>
13.1 RÉSILIATION .....	22
13.2 LANGUE, LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX.....	23
<b>ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>23</b>

## **PREAMBULE**

*Le présent cahier des clauses particulières étant un CCP commun à tous les lots et chaque lot étant un marché, le terme marché est utilisé dans le présent document pour qualifier indifférent chaque lot.*

*Lorsque des dispositions concernent un ou des lots de manière spécifique, le présent CCP, mentionne le ou les lots concernés.*

## ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet **la restauration de la couche picturale et la restauration du support de l'œuvre de Bartolomé Esteban Murillo « Un Miracle du frère Francisco »**, musée du Louvre, département des Peintures.

Titre : **Un Miracle du frère Francisco, dit aussi La Cuisine des Anges**

Auteur : **Bartolomé Esteban MURILLO**

Date : **1646**

Inventaire : **M.I. 203**

Dimensions : **H. 180 x L. 450 cm**

### 1.2 Décomposition du marché

La présente consultation fait l'objet d'un allotissement au sens des articles L. 2113-10, L. 2113-11 et R. 2113-2 du Code de la commande publique.

L'ensemble des prestations sera réalisé en deux (02) lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché propre, et réparti de la manière suivante :

<b>N° LOT</b>	<b>Intitulé/corps d'état</b>
<b>Lot 01</b>	<b>RESTAURATION DE LA COUCHE PICTURALE</b>
<b>Lot 02</b>	<b>RESTAURATION DU SUPPORT</b>

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un marché.

Les lots ne font pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens de l'article R. 2113-4 du Code de la commande publique.

### 1.3 Variantes ou prestations supplémentaires éventuelle (PSE)

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

### 1.4 Mode de passation du marché

Le présent marché est passé selon la **procédure adaptée ouverte** en application des articles R. 2123-1 et R. 2123-4 du Code de la commande publique.

### 1.5 Forme du marché

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

### 1.6 Durée du marché – Délais d'exécution

Conformément aux articles R. 2182-4 et R. 2182-5 du Code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

Le marché est conclu pour la durée nécessaire à l'exécution complète des prestations, ainsi que leur validation, il est exécuté conformément au calendrier prévisionnel suivant :

Une réunion de lancement sera organisée au musée du Louvre au démarrage des prestations afin de confirmer le calendrier d'exécution définitif de réalisation des prestations et de coordonner les actions de médiation et de communication. Le calendrier d'exécution fera figurer l'ensemble des journées de travail.

Ils sont conclus jusqu'à l'admission par le pouvoir adjudicateur du rapport final d'intervention.

La durée prévisionnelle du marché est de **11 mois à compter de leur notification.**

### **Le délai d'exécution des marchés ne devra pas dépasser le 2 mars 2026**

Le titulaire de chacun des marchés devra proposer un planning du déroulement de la restauration en n'excédant pas les onze mois (11) mois. Il devra s'engager sur le respect de ce planning. Le calendrier définitif d'exécution pourra être légèrement modifié par le pouvoir adjudicateur.

C'est le calendrier prévisionnel d'exécution (planning remis dans l'offre du titulaire) puis, une fois notifié par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution qui permettra la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des prestations du marché et l'application des pénalités prévues au présent CCP. Au cours des prestations, l'EPML se réserve la possibilité de modifier le calendrier détaillé d'exécution, en concertation avec le titulaire de chacun des marchés. Le calendrier définitif modifié est alors notifié par ordre de service au titulaire. Le titulaire de chacun des marchés s'engage au respect des délais prévus dans le cadre du planning d'exécution puis du calendrier définitif. En cas de dépassement des délais du fait du musée du Louvre en cours d'exécution, le représentant du pouvoir adjudicateur transmettra par ordre de service une nouvelle date limite à laquelle les prestations devront être terminées.

### **1.7 Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire**

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre, ou « le pouvoir adjudicateur »).

La conduite du marché est assurée par le département des Peintures.

Le suivi de l'intervention sera assuré par M. Sébastien Allard, conservateur général, directeur du département des Peintures, et par Mme Charlotte Chastel-Rousseau, conservatrice en chef en charge des peintures espagnoles au département des Peintures.

Les prestations sont fournies et réalisées par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « le titulaire », « l'entreprise » ou « le prestataire »).

Le titulaire s'engage à désigner, dès son offre, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom. Il sera adressé à ce référent toutes les communications sur la procédure.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Il est expressément entendu que les personnels des titulaires demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

### **1.8 Sous-traitance**

La sous-traitance s'exerce selon les conditions stipulées aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du marché à condition d'avoir obtenu préalablement du représentant du pouvoir adjudicateur

l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance (formulaire disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>), que le titulaire doit remettre à la personne représentant le pouvoir adjudicateur contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial, y compris, si l'EPML le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Le titulaire est également tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. En cas de non-respect de cette obligation dans le délai prévu à l'article 3.6.3 du CCAG/FCS, il s'expose aux pénalités prévues audit article du CCAG/FCS.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS.

### **1.9 Responsabilité sociétale des organisations (RSO)**

Considérant,

- la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ([www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr))
- loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- loi AGECE - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

### 1.10 Données personnelles

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaire. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du contrat.

Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui le concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que le titulaire peut exercer en adressant un courriel à [donneespersonnelles@louvre.fr](mailto:donneespersonnelles@louvre.fr) ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

### 1.11 Modification du contrat

Le cas échéant, le marché pourra être modifié par avenant signé des deux parties dans les conditions prévues notamment par les articles L. 2194-1 et L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

## ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement propre à chaque lot,
- ainsi que ses éventuelles annexes,
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), commun à l'ensemble des lots, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- le calendrier prévisionnel des prestations visé à l'article 1.6 du présent CCP, substitué par le calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 1.6 du présent CCP,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS\*), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et publié au JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document,
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot. La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, la répartition des paiements en cas de groupement, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant traité à prix global et forfaitaire. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites dans le présent CCP et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles ;
- l'ensemble des textes législatifs et réglementaires\* qui s'applique au présent marché,
- l'offre technique du titulaire pour chacun des lots, dans la mesure où celle-ci n'est pas contradictoire avec les dispositions prévues dans les autres documents contractuels,

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du Pouvoir Adjudicateur font foi.



En cas de contradiction ou de différence entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Sur demande expresse du Titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique. Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique<sup>1</sup>, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

Les textes applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du présent marché.

*\* Documents non-joints dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.*

## **ARTICLE 3 – INTERVENANTS**

Les personnels des titulaires et de leurs sous-traitants déclarés et acceptés par la personne publique, sont soumis aux dispositions suivantes. Le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation du marché.

### **3.1 Qualification des intervenants**

Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché avec une équipe qualifiée notamment au regard de l'article R452-10 à 13 du code du patrimoine, et employée par lui ou par ses sous-traitants.

Dans le mémoire technique joint à son offre, le titulaire présente, à l'acceptation de la personne chargée de la conduite du présent marché, son projet d'organisation en indiquant en particulier :

- la composition de l'équipe constituée (présentation de chaque membre/complémentarité des compétences),
- la répartition des interventions entre les intervenants dans le cadre d'un planning.

### **3.2 Modification concernant les intervenants**

#### 3-2-1 Garantie de continuité des prestations

Les prestations se déroulent conformément au présent cahier des clauses particulières et aux documents contractuels.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire. Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'EPML, pour les besoins de l'exécution du présent marché. En outre, la bonne exécution du marché suppose que le titulaire désigne un interlocuteur unique en charge du suivi des prestations du présent marché pendant toute la durée de ceux-ci.

Si pour une raison indépendante de leur volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire en

---

<sup>1</sup> Article R2191-54 : « Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. »

avise le pouvoir adjudicateur Le titulaire prend alors toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée.  
Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser un remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

### *3-2-2 Comportement des intervenants*

Les intervenants doivent observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'établissement :

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer et de manger dans tous les locaux de l'établissement sans exception ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Par ailleurs, l'équipe chargée de l'exécution des prestations doit :

- Porter en permanence et de façon ostensible le badge « Louvre » qui est nominatif ;
- Être en mesure de produire les documents nécessaires en cas de contrôle de l'inspection du travail sur le chantier.

## **ARTICLE 4 – DESCRIPTION ET CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1 Description des prestations**

Les prestations attendues sont :

#### *4-1-1 Pour la couche picturale (LOT N°1)*

**Le traitement complet de la couche picturale :**

- Décassage,
- Tests de solubilité et d'amincissement du vernis,
- Nettoyage,
- Masticage,
- Réintégration de type illusionniste, repiquage des usures et reprise des craquelures prématurées,
- Vernis final,
- Remise du rapport d'intervention.

Si un groupement est constitué, il doit compter au maximum deux restaurateurs intervenant sur la couche picturale.

Une proposition d'articulation entre les interventions sur la couche picturale et les interventions sur le support de l'œuvre est demandée.

#### 4-1-2 Pour le support (LOT N°2)

---

##### **Le traitement complet du support :**

- Vérification d'adhérence et refixage de la couche picturale,
- Démontage de la toile,
- Reprise du rentoilage,
- Remontage de l'œuvre sur le châssis existant. N.B. : le maintien du châssis existant est souhaité ; l'option de son remplacement par un châssis neuf peut être proposée, en étant justifiée et chiffrée,
- Sécurisation des clefs du châssis,
- Mise en place d'un bordage,
- Pose d'une protection revers,
- Remise du rapport d'intervention.

#### 4-1-3 Précisions communes aux deux lots (LOTS N°1 et2)

---

**NB : Une proposition d'articulation entre les interventions sur la couche picturale et les interventions sur le support de l'œuvre est demandée.**

Le dossier d'imagerie scientifique effectuée en mai 2024 par le Centre de Recherche et de Restauration des musées de France(pas de rapport à ce jour), la fiche de santé et les archives de restauration sont consultables au C2RMF (site de Paris), sur rendez-vous **auprès de Mme Marine Zelverte** ([marine.zelverte@culture.gouv.fr](mailto:marine.zelverte@culture.gouv.fr)) ou de Mme **Véronique Reuter** : [veronique.reuter@culture.gouv.fr](mailto:veronique.reuter@culture.gouv.fr) ou [rv-doc.paris-c2rmf@culture.gouv.fr](mailto:rv-doc.paris-c2rmf@culture.gouv.fr) **N° de référence C2RMF : F4162**

Le dossier de documentation historique sur l'œuvre est consultable au Service d'étude et de documentation du département des Peintures (sans rendez-vous, le lundi de 09h00 à 13h00, et du mardi au vendredi de 14h00 à 18h00).

L'œuvre décadrée présentée sur trainard pourra être examinée par les candidats lors d'aller-voir d'une durée maximale d'une heure (1h min), organisés les lundis 20 et 27 janvier 2025, uniquement sur rendez-vous pris auprès de Mme Malika Berri ([malika.berri@louvre.fr](mailto:malika.berri@louvre.fr)).

##### **Livrables :**

À l'achèvement complet des interventions sur l'œuvre, l'ensemble de ces interventions fera l'objet d'un rapport écrit détaillé, rédigé par le titulaire de chacun des marchés. Chaque rapport est illustré de photographies comportant les principales étapes avant, pendant et après restauration (de même taille 15 x 10 cm, de même orientation et de même échelle). Tout élément d'information nouveau concernant la matérialité de l'œuvre (par exemple : interventions anciennes...) découvert au cours des interventions, devra être porté à la connaissance du Musée du Louvre dans le rapport. Le rapport est adressé au format numérique (type pdf) par voie électronique, ainsi qu'en deux exemplaires imprimés, au département des Peintures (destinataires : Sébastien Allard, Charlotte Chastel-Rousseau et Christelle Delelis).

**Accès :** Durant toute la durée de l'intervention, l'œuvre sera placée à disposition du titulaire de chacun des marchés **dans la salle 924, aile Sully, 2<sup>e</sup> étage.** Il s'agit d'un lieu situé au sein des espaces muséographiques du Musée du Louvre, rendu inaccessible et invisible au public pendant toute la durée de l'intervention : à cet effet, il est délimité par une clôture opaque, fermé par une porte munie d'un verrou et contrôlé 24h/24h via une borne-alarme en dehors des périodes travaillées. Cet espace est muni d'éclairage naturel (verrière zénithale et fenêtres prenant jour à l'ouest). Un point d'eau est disponible dans les sanitaires publics situés à quelques mètres de cette zone de travail. L'accès à l'espace est fourni quotidiennement au titulaire du présent marché par les agents de la Direction de l'Accueil et de la Surveillance (DAPS) du Musée du Louvre, en respectant les horaires d'ouverture des espaces muséographiques : 9h00-17h45 du lundi au vendredi, extensible à 20h45 les mercredis et les vendredis de nocturne. Sauf empêchement exceptionnel indiqué à l'avance par le Musée du

**Louvre (pour cause de tournages et visites protocolaires), l'accès à l'espace de travail est bien autorisé les mardis, jours de fermeture au public du Musée du Louvre, ainsi que les lundis (jours de fermeture au public de la zone où se trouve la salle 924).**

#### **Fournitures à la charge du titulaire :**

Le titulaire de chacun des marchés doit prendre en charge tout l'équipement et le matériel spécifiques nécessaires au traitement requis.

Pour les opérations relatives à la restauration du support, le Musée du Louvre met à la disposition du titulaire de ce marché une vingtaine de tréteaux réglables, un platelage au sol et un pont permettant d'enjamber l'œuvre sur toute sa largeur. En revanche, le Musée du Louvre ne fournit pas d'échafaudage durant la période d'exécution de la prestation : le titulaire de chacun des marchés devra prendre en charge la location, l'acheminement, l'installation de l'échafaudage correspondant à ses besoins. Il prendra également en charge le plan de prévention des risques spécifiques au montage et à l'utilisation de cet échafaudage. Pendant toute la durée de présence de l'échafaudage dans l'enceinte du Musée du Louvre, le titulaire assurera la responsabilité de son entretien et de son utilisation par des personnes disposant d'une attestation de formation en cours de validité.

**ATTENTION : l'intervention de restauration se déroulera dans un espace qui n'est pas conçu ni équipé comme un atelier permanent de restauration :** le titulaire devra fournir en conséquence les équipements nécessaires au respect des conditions de travail (éclairage artificiel en complément de l'éclairage existant, outils de mesure thermo-hygrométriques) et à la prévention des risques, notamment d'origine chimique (ex : extracteur d'air à bras articulé, cabine de vernissage, armoire verrouillée pour les solvants et autres produits chimiques volatiles dès lors que ces derniers restent sur le site d'intervention en dehors des heures de présence du titulaire du présent marché et de son équipe).

Le titulaire devra respecter le plan de prévention des risques qui sera lu et signé à l'issue d'une visite d'inspection, tant par le titulaire que par le Musée du Louvre, avant le début de réalisation de la prestation.

La liste des produits employés devra être indiquée dans le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre.

#### **4.2 Réunions**

Une réunion de démarrage aura lieu à compter de la notification du présent marché.

**Le titulaire de chacun des marchés est tenu d'assister à chacune des visites de restauration, co-organisées avec le C2RMF et au cours desquelles l'œuvre à restaurer est présentée,** sans qu'il ne puisse opposer un quelconque refus, car elles s'avèrent nécessaires à la bonne exécution des prestations du présent marché : au minimum une fois par mois.

Des rendez-vous pourront être organisés ponctuellement à la demande du département des Peintures, en complément des visites de restauration.

#### **4.3 Obligation de conseil**

Le titulaire et ses collaborateurs sont tenus à une obligation de conseil sur tous les aspects de la mission. Cette obligation est entendue de la manière la plus large. Le titulaire est notamment tenu d'attirer l'attention de l'EPML sur toutes les difficultés ou questions ressortissant à sa spécialité quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du présent marché.

#### **4.4 Obligation de confidentialité**

Compte tenu du contexte particulier du Musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution des présents marchés, a reçu du Musée du Louvre communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution des marchés ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite des marchés de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le Musée du Louvre à résilier le marché aux torts du prestataire et à ses frais et risque, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le Musée du Louvre au prestataire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

#### **4.5 Actions de communication**

##### **PHOTOGRAPHIES ET PRISES DE VUES DU PERSONNEL DU TITULAIRE**

Le titulaire déclare être informé et accepter que le musée (ou ses partenaires) peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur des prestations de restauration et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations de restauration, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le lieu d'exécution des prestations et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le lieu d'exécution des prestations, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le musée (ou ses partenaires) et à transmettre au musée, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le musée et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- a. mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- b. exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du chantier de restauration, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- c. communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant aux prestations de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement des prestations ;
- d. le cas échéant, communication aux donateurs et mécènes du musée. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée des prestations et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- e. insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;

- f. insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques;
- g. projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- h. exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;
- i. merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le musée par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le musée de l'intégralité de toute indemnisation que le musée serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le musée devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

### **PRISES DE VUE OU TOURNAGES SUR LE LIEU D'EXECUTION PAR LE TITULAIRE**

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le lieu d'exécution des prestations, sans l'autorisation préalable écrite du musée.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

Il est toutefois précisé que le titulaire ne peut organiser aucune action de communication, à l'égard de clients, de journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sans accord préalable du Musée du Louvre. Le titulaire doit saisir l'Etablissement Public du Musée du Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En cas d'autorisation délivrée par le musée, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le musée, le titulaire fournira, sur simple demande du musée, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le musée d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

### **ARTICLE 5 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.



A tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique :

- de tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence, manquements dans l'exécution du présent marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.
- envers ses employés et les tiers, y compris le personnel de l'établissement public du musée du Louvre, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement des prestations objet du présent marché.
- pour des vols :
  - Commis par son personnel,
  - Commis avec la complicité de son personnel,
  - Par négligence, manquement ou omission à ses obligations professionnelles.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève des prestations fournies dans le cadre du présent marché.

Au stade de l'attribution provisoire, chaque membre du groupement attributaire provisoire devra en conséquence fournir une copie de la police d'assurance par lui contractée, au titre de sa responsabilité civile professionnelle, auprès d'une compagnie d'assurances bénéficiant de l'agrément de l'État, et couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du présent marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution dudit marché.

Ce contrat devra préciser :

- le nom de la compagnie,
- les risques couverts, étant précisé que devront nécessairement être couverts les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, ainsi que les dommages aux biens confiés, en lien avec les prestations objet du présent marché,
- les qualifications professionnelles et activités assurées,
- les conditions de garanties,
- les montants des garanties,
- la date d'expiration des garanties,
- le numéro de la police.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

## **ARTICLE 6 – GARANTIE**

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission (selon les modalités décrites à l'article 10 du présent CCP).

Au titre de cette garantie, le titulaire :

- S'oblige à remettre en état à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur ;
- Est reconnu responsable des dommages causés aux biens et aux personnes en raison d'un manquement ou d'une défectuosité de tout ou partie de la prestation, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état que cette dernière ait lieu dans les salles du Musée (ou du C2RMF) ou dans les locaux du prestataire.

Pendant le délai de garantie, en cas de dégâts ou préjudices liés à des manquements dans l'exécution de ses prestations, le titulaire procède aux réparations qui lui sont imputables après notification d'un ordre de service fixant les délais et modalités de réparations.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

## ARTICLE 7 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

### Contenu des prix :

Les prestations sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire.

### Les prix sont fermes et définitifs durant toute la durée du présent marché.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de référence appelé « mois zéro » (M0). La date d'établissement du prix initial appelée « mois zéro » est précisée ci-dessous :

- le mois de remise des offres (date limite de remise des offres) ;
- ou, en cas de négociation, le mois de remise des offres finales après négociation.

Les prix sont actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la d'établissement du prix initial (M0) et la date de début d'exécution des prestations, dans les conditions définies aux articles 10.1.2 du CCAG/FCS, R2112-11 et R2112-12 du code de la commande publique. Pour l'application de l'actualisation, les indices à prendre en compte sont les suivants :

- pour le lot n°01 et pour le lot n°02 : 70% ICHT-M (activités spécialisées scientifiques et techniques) + 30% FSD1 Frais et services divers ;

- où :

ICHT-M : (activités spécialisées scientifiques et techniques) : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Charges seules - Tous salariés - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001582828 ;  
FSD1 Frais et services divers : FSD1 - Frais et services divers - modèle de référence n°1.

Les valeurs à prendre en compte sont les dernières valeurs lues/publiées à la date d'établissement du prix initial (mois M0) et à la date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

Les prix comprennent l'ensemble des prestations du présent marché telles que décrites dans le présent CCP.

Les prix du marché sont exprimés hors T.V.A. ainsi que toutes taxes comprises.

Ils sont réputés complets conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, et comprennent :

- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- les frais généraux (gestion, secrétariat)
- les frais d'assurance,
- les frais de déplacements, de restauration et d'hôtellerie,
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations : entre autres, le matériel, les produits, etc.

Les prix sont réputés établis sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre, des conditions d'exécution des prestations. Celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté inhérente aux conditions d'exécution des prestations, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, demandé tous renseignements complémentaires nécessaires.

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.



## ARTICLE 8 – MODE DE REGLEMENT

### 8.1 Modalités de règlement

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement. Les règlements s'effectuent par virement administratif selon les règles de la comptabilité publique.

Conformément aux articles L2191-4 et R2191-20 et suivants du code de la commande publique, tout commencement dans l'exécution des prestations ouvre droit au versement d'acomptes.

A l'achèvement d'une ou plusieurs étapes visées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, il est fait production par le titulaire d'une demande d'acompte correspondant au total de la ou les étapes correspondantes.

#### ▪ **POUR LA COUCHE PICTURALE (LOT 1) :**

Il est fait production par le titulaire d'une demande d'acompte après exécution de chaque étape du marché :

- o Premier acompte : Décrassage et Tests de solubilité et d'amincissement du vernis ;
- o Deuxième acompte : Nettoyage ;
- o Troisième acompte : Mastiquage et réintégration ;
- o Solde : Vernis final et frais administratif (rapport, réunions.). Le solde du marché sera réglé après admission du rapport final d'intervention.

#### ▪ **POUR LE SUPPORT (LOT 2):**

Il est fait production par le titulaire d'une demande d'acompte après exécution de chaque étape du marché :

- o Premier acompte : Vérification de l'adhérence et refixage de la couche picturale ;
- o Deuxième acompte : Démontage et reprise de rentoilage ;
- o Troisième acompte : Remise en tension sur le châssis et bordage ;
- o Solde : Protection revers et frais administratif (rapport, réunions.). Le solde du marché sera réglé après admission du rapport final d'intervention.

En outre, en application de l'article 11 du CCAG/FCS, le titulaire pourra, le cas échéant, au regard de l'avancement réel des prestations du chantier de restauration, après constat de la personne en charge de la conduite du marché, faire production d'une demande d'acompte correspondant à une fraction de l'étape correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations réalisées.

### 8.2 Modalités de paiement

Les demandes de paiement mentionnent :

- les noms, adresse et n° du SIRET du titulaire
- les références bancaires,
- la date,
- le numéro d'inventaire de l'œuvre traitée,
- le détail des prestations effectuées,
- le montant H.T.,
- le taux et montant de la T.V.A.,
- le montant TTC,
- les références du marché,
- les références de l'engagement juridique,

Les demandes de paiement sont établies par le titulaire après admission des prestations selon les modalités prévues à l'article 10 du présent document.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues au présent C.C.P. Le règlement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique.

Le montant du règlement est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

En cas de paiement séparé, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le titulaire doit en avertir la personne publique dans un délai de 15 jours.

L'Etablissement Public du Musée du Louvre se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions indiquées ci-dessus.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au Titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Dépassé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications.

### 8.3 Adresse d'envoi des demandes de paiement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités:

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
  - Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

*Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.*

*Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>*

*Assistance pour une facturation dématérialisée : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>*

- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
  - Déposer ses demandes de paiement sur le portail,
  - Saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

**Le cas échéant, en cas d'impossibilité d'utilisation du système chorus pro, les factures peuvent être adressées à :**

Musée du Louvre  
Direction Financière, Juridique et des Moyens - Service de l'exécution budgétaire  
75058 Paris Cedex 01

[DFJM-SDE-CENTRAL@louvre.fr](mailto:DFJM-SDE-CENTRAL@louvre.fr)

**N.B :** mettre en copie du mail : [christelle.delelis@louvre.fr](mailto:christelle.delelis@louvre.fr)

### 8.4 Délais de paiement - Intérêts moratoires

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les paiements sont effectués par mandats, en créditant le compte ouvert au nom du Titulaire dans le contrat.

Le délai global de paiement du Titulaire est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, par l'E.P.M.L. Les modalités de règlement du Titulaire sont soumises aux dispositions du

décret n°2013-269 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Ainsi, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les mentions indiquées ci-dessus, et ainsi de suspendre le délai de paiement jusqu'à production d'une facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

Le défaut de paiement dans le délai prévu au présent article ouvre droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement et fait courir de plein droit des intérêts moratoires au profit du Titulaire, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour de paiement.

Le taux d'intérêt moratoire applicable correspond au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **8.5 AVANCE**

Une avance peut être accordée à l'entrepreneur, sauf refus exprès de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement, dans les conditions et selon les modalités définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique.

L'article R.2191-3 du CCP dispose qu'une avance doit être accordée « au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois ».

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS : Le taux est fixé à 5%. Néanmoins, conformément à l'article R. 2191-7, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 10 % pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Conformément à l'article aux articles R. 2191-11 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement à l'entrepreneur, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises.

## **8.6 TVA**

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

## **8.7 Paiement des co-traitants**

En cas de groupement d'entreprises, le titulaire « mandataire du groupement » fait parvenir au Musée du Louvre, en double exemplaire (l'original et la copie), les factures de son ou ses co-traitant(s), qu'il aura préalablement validées.

Ces factures sont adressées aux coordonnées indiquées à l'article 8.3 du présent CCP.

## **8.8 Paiement des sous-traitants**

Dans le cas où la sous-traitance est déclarée lors de la remise de l'offre, l'article 7 de l'Acte d'engagement devra indiquer les sommes qui seront réglées respectivement au titulaire et à ses sous-traitants éventuels ayant droit au paiement direct.

Dans le cas où la sous-traitance est déclarée en cours d'exécution du marché, le titulaire devra se conformer aux formalités précisées à l'article 1.8 du présent CCP.

## **ARTICLE 9 – CESSION OU NANTISSEMENT**

Sur demande expresse du Titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique<sup>2</sup>, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

## **ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATION, D'ADMISSION ET DE CONTROLE**

En complément des dispositions définies aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, la vérification des prestations se déroule comme suit.

Les opérations de vérification qualitative et quantitative seront effectuées par le conservateur du Département. Il procédera à un examen détaillé de l'œuvre :

- régulièrement en cours de marché, à l'occasion des visites de restauration co-organisées avec le C2RMF ou de visites ponctuelles à la demande du département des Peintures,
- à l'issue des opérations de vérification, qui interviennent après la remise du rapport d'intervention et sont d'une durée maximale de 15 jours calendaires, au terme de laquelle le représentant du pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission ou d'ajournement.

Le titulaire s'engage à signaler par écrit et sans délai au conservateur du Département, toute dégradation touchant les œuvres survenue au cours de l'exécution des prestations.

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Elles ont pour objectif de contrôler que les fournitures, prestations et services fournis par le titulaire de chacun du marché présentent les caractéristiques fonctionnelles, techniques et de qualité attendues par l'EPML.

Les opérations de vérifications portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées.

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et suivants du CCAG/FCS afin de s'assurer que la prestation est réalisée dans les formes du marché (respect des objectifs qualitatifs et objectifs quantitatifs des pièces contractuelles). Les contrôles portent sur l'ensemble des prestations et l'ensemble des lieux d'exécution.

Conformément à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'absence du titulaire aux opérations de vérification ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Le pouvoir adjudicateur délègue l'exécution des opérations de vérification à la (aux) personne(s) chargée(s) de la conduite des prestations.

La constatation de l'exécution des prestations (opérations de vérification, décisions après vérification...) est effectuée conformément aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

En complément des dispositions définies aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS :

---

<sup>2</sup> Article R2191-54 : « Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. »

Conformément à l'article 27.2.2 du CCAG/FCS, le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications (restauration et dossier d'intervention final).

A l'issue de l'exécution des prestations, l'une des personnes chargées de la conduite du marché vérifie que celles-ci sont conformes aux conditions du marché. L'EPML et ses représentants pourra également procéder à un examen détaillé de l'œuvre régulièrement en cours de marché, à l'occasion des points techniques ou scientifiques ou de visites ponctuelles à la demande du département des Peintures.

A l'issue des opérations de vérification qui interviennent après réalisation complète des prestations de restauration et remise du dossier d'intervention final, l'une des personnes chargées de la conduite du marché notifie au titulaire, **dans un délai de 15 jours** :

- **L'admission des prestations** : lorsque les prestations de restauration sont entièrement achevées, qu'elles répondent aux stipulations du présent marché, et que le titulaire a remis le rapport détaillé prévu à l'article 4.1.
- **L'ajournement** : lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que l'admission ne peut être prononcée que moyennant certaines mises au point. Dans ce cas, il indique au titulaire les mises au point à effectuer dans un délai qu'il prescrit.
- **L'admission avec réfaction des prestations** : lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Il prend dans ce cas une décision motivée. Cette décision est notifiée au titulaire par courrier recommandé avec avis de réception postal. La notification de la décision ne peut néanmoins intervenir qu'après que le titulaire ait été mis à même de présenter ses observations.
- **Le rejet des prestations** : lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet total ou partiel. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché selon les modalités et le délai fixés par le pouvoir adjudicateur.

Les décisions de réfaction ou de rejet doivent être motivées et font l'objet d'une communication au titulaire, qui sera convoqué et invité à présenter ses explications en vue d'une modification, du retrait ou du maintien de la décision de réfaction ou de rejet.

## ARTICLE 11 – CONSTAT DE DEGRADATION

### 11.1 Procédure de constat de dégradation

Les détériorations ou anomalies dues à la manipulation de l'œuvre sont notifiées au titulaire dans un délai de vingt (20) jours à compter de la prise de connaissance de la dégradation.

Il est alors procédé à un constat d'état destiné à déterminer la part de responsabilité du titulaire. Un modèle de constat d'état sera fourni par le Département.

Les constats sont dressés en trois exemplaires conjointement par M. Sébastien ALLARD, conservateur général, directeur du département des Peintures, et par Mme Charlotte CHASTEL-ROUSSEAU, conservatrice en chef en charge des peintures espagnoles au département des Peintures.

A l'initiative du département des Peintures, une commission d'expertise pourra se réunir à la suite d'un constat.

Cette commission est constituée comme suit :

- Sébastien ALLARD, conservateur général, directeur du département des Peintures,
- conservatrice en chef en charge des peintures espagnoles au département des Peintures,
- Un juriste du service des affaires juridiques au Musée du Louvre,
- Le titulaire de chacun du marché,
- Un représentant et un éventuel expert de l'assurance du titulaire.

## 11.2 Réparation

Après constat, ou à l'issue de la commission d'expertise, le représentant du pouvoir adjudicateur établira un compte-rendu mentionnant les parts de responsabilité ainsi que les différentes prises en charge financières du titulaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur établira, suivant la nature et l'importance des dommages constatés, la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état, prise en charge de la restauration des œuvres ou tout autre élément de bâtiment.

## ARTICLE 12- PENALITES

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, toute pénalité exigible aux termes du présent article est due par le titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS les retenues et pénalités ci-après sont encourues, sans mise en demeure préalable et du simple fait de la constatation des retards et manquements par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### 12.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, tout retard dans la réalisation des prestations par rapport au délai d'exécution fixé à l'article 1.6 du présent CCP entraînera des pénalités de **100 euros par jour calendrier de retard**.

Si le retard dans l'exécution des prestations était imputable au Musée du Louvre ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard. Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, toute pénalité exigible aux termes du présent article est due par le titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS les retenues et pénalités ci-après sont encourues, sans mise en demeure préalable et du simple fait de la constatation des retards et manquements par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### 12.2 Pénalités pour absence aux séances de réunion

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, toute absence non motivée aux réunions sera sanctionnée par des pénalités de 100 € par absence.

## ARTICLE 13 - RESILIATION – LITIGES

### 13.1 Résiliation

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/FCS (articles 38 à 45), sous réserve des dispositions ci-dessous.



Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- En cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- Dans tous les autres cas prévus au présent document.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'établissement public du musée du Louvre et notifié au titulaire.

### **13.2 Langue, litiges et compétence des tribunaux**

Les correspondances, les documentations, les prestations, les livrables, les comptes rendus, ainsi que les demandes de paiement relatives au marché sont rédigées en français (sauf demande expresse contraire de l'EPML). La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L.2197-3 du Code de la Commande Publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, à défaut de solution amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

### **ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
Article 2	Articles 4.1
Article 10	Complète les articles 27 à 30
Articles 12, 12.1 et 12.2	Articles 14.1, 14.1.1 et 14.1.3
Article 13.1	Complète l'article 41